

## ARRÊTÉ

Arrêté n° : SL/ST/2024/ 484

Interdiction de stationnement,

Le jeudi 14 Novembre 2024,

**NOUS**, Maire de la Ville de SENLIS,

**VU** le Code Pénal,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2213-1 à L 2213-6,

**VU** le Code de la Route,

**VU** la décision 199 du 30 juin 2022 portant révision sur les tarifs communaux à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2022,

**CONSIDÉRANT** qu'en raison d'une livraison, il est nécessaire d'interdire le stationnement, au droit du 56 Rue de la République.

## ARRÊTONS

**Article 1 :** Le stationnement des véhicules de toute nature sera interdit et considéré comme gênant, au droit du 56 Rue de la République, le jeudi 14 Novembre 2024.

**Article 2 :** L'autorisation de stationnement est donnée à l'entreprise **LESUEUR Fabien**, au droit du 56 Rue de la République, le jeudi 14 Novembre 2024.

**Article 3 :** Il est rappelé que les tarifs communaux applicables pour l'utilisation du domaine public sont de 0.80€/m<sup>2</sup>/jour jusqu'au 90ème jour, de 0.60€/m<sup>2</sup>/jour jusqu'au 180ème jour, puis de 0.80€/m<sup>2</sup>/jour au-delà.

**Article 4 :** Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément à la loi. Les véhicules en infraction pourront être placés en fourrière par les agents de la Force Publique, aux frais des propriétaires et à leurs risques exclusivement.

**Article 5 :** L'entreprise est responsable du maintien de tout le balisage adéquat durant le chantier avec une signalisation indiquant le changement de trottoir aux piétons de chaque côté du chantier.

**Article 6 :** **Les panneaux de stationnement interdit seront mis en place par les services techniques municipaux.**

**Article 7 :** Tous les agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 8 :** L'Intéressé dispose d'un délai de deux mois, à compter de la présente notification, pour saisir le Tribunal Administratif - 14 Rue Lemerchier 80000 AMIENS. Le tribunal administratif peut être saisi notamment au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 9 :** Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Chef de Service du Poste de Police Municipale
  - Monsieur le Lieutenant, commandant le Centre de Secours Principal de Senlis
  - Monsieur le Major, commandant la Brigade de Gendarmerie de Senlis
- Publiée et affichée aux lieux et places habituels.

Fait à Senlis, le 15 OCT. 2024

Le Maire,  
Pour le Maire,  
Et par Délégation,  
**Daniel GUEDRAS**  
4<sup>ème</sup> Adjoint au Maire

